

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL – PRUD'HOMIE – SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Tables de l'année 2021

Au sommaire :

Table des
articles, notes,
conclusions et
avis classés par
noms d'auteurs

I à IV

Table
alphabétique
des matières

V à XXXIII

Table
chronologique de
la jurisprudence

XXIV à XXXV

DOCTRINE

Danièle Linhart : Modernisation du monde du travail et résilience patronale

Jacques Déchoz : Il faut sauver le capitaine Didier Lombard (sur le procès France Télécom) – *Seconde partie*

JURISPRUDENCE

La consultation du CSE dans le cadre des procédures collectives
Conseil d'État (4^e et 1^{re} chambres réunies) 16 avril 2021 – Note **Claudy Ménard** (p. 18)

La compétence territoriale du conseil de prud'hommes : focus sur le lieu d'établissement de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juillet 2021 – Note **Hélène Colombet** (p. 23)

L'entretien préalable et la sanction disciplinaire
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2021 – Note **Marie-France Bied-Charreton** (p. 25)

Des effets insoupçonnés de la fusion de branches : le cas de la représentativité syndicale dans l'enseignement privé
Conseil d'État (4^e et 1^{re} chambres réunies) 22 novembre 2021 et Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Chambre 2) 2 décembre 2021 – Note **Florence Debord** (p. 30)

Électorat des cadres représentant l'employeur, une erreur de perspective
Conseil constitutionnel, QPC du 19 novembre 2021 – Note **Jean-François Paulin** (p. 38)

La prise en charge des frais d'avocat par l'employeur
Cour d'appel d'Amiens (5^e chambre prud'homale) 18 novembre 2021 – Note **Michel Henry** (p. 44)



Doctrine

Modernisation du monde du travail et résilience patronale par **Danièle Linhart**, Sociologue du travail, Directrice de recherches émérite au CNRS, Membre du laboratoire GTM CRESPPA 1

Il faut sauver le capitaine Didier Lombard (sur le procès France Télécom) par **Jacques Déchoz**, Défenseur syndical, Docteur en philosophie..... 11

Jurisprudence

COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE – Comité d’entreprise – Procédure d’information et de consultation – Recours à l’expert – Procédure collective – Redressement judiciaire – Licenciements pour motif économique – PSE – Catégories professionnelles - Nombre de réunions du CSE – Article L.1233-58 – Homologation.
CONSEIL D’ÉTAT (4^{ème} et 1^{ère} chambres réunies), 16 avril 2021 (n° 426287) 18
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 21

CONSEILS DE PRUD’HOMMES – Rupture ou contestation d’exécution du contrat – Juridiction territoriale compétente – Accès à la justice - Option du salarié à saisir le CPH d’un établissement distinct – Lieu d’établissement de l’employeur – Notion d’établissement distinct – Périmètres du pouvoir de représentation de l’autorité centrale – Autonomie de gestion du responsable de l’établissement distinct.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.), 7 juillet 2021 (n° 20-15.064 et suivants) 23
 Note **Hélène Colombet**, Avocate au Barreau de Lyon 23

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Employeur – Pouvoir disciplinaire – Sanction – Conditions – Formalités légales – Domaine d’application – Avertissement – Détermination.
 Arrêt n° 1 : **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.), 22 septembre 2021** (n° 19-12.538) 25
 Arrêt n° 2 : **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.), 22 septembre 2021** (n° 18-22.204)..... 27
 Note **Marie-France Bied-Charreton**, Avocate honoraire au Barreau de Paris 29

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Syndicats professionnels – Représentativité dans la branche professionnelle – Calcul de l’audience syndicale – Fusion des branches – Enseignement privé à but non lucratif – Personnel de droit public et de droit privé – Validité de l’accord collectif - Convention collective nationale de l’enseignement privé non lucratif.
 Arrêt n°1 : **CONSEIL D’ÉTAT (4^e et 1^{re} chambres réunies), 22 novembre 2021** (n° 431431) (extrait)..... 30
 Arrêt n°2 : **COUR D’APPEL DE PARIS (Pôle 6 – Chambre 2), 2 décembre 2021** (n° RG 21/08847)..... 32
 Note **Florence Debord**, Maîtresse de conférences HDR à l’Université Lyon-2, Membre du CERCRID, UMR CNRS 5137 35

CSE – Mise en place – Elections professionnelles – Corp électoral – Conditions d’exclusion de l’électorat cadres – Prévalence de la mise en place d’un contre-pouvoir sur l’intérêt général du droit de vote – Art. L.2314-18 du Code du travail – Inconstitutionnalité – QPC – Alinéa 8 du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 – Intérêts collectifs des salariés – Enjeux de la représentativité syndicale.
CONSEIL CONSTITUTIONNEL, 19 novembre 2021 (n° 2021-947 QPC)..... 38
 Note **Jean-François Paulin**, Maître de conférences, IUT, Université Lyon-1, Membre du Cercriid, UMR 5137 39

SALARIÉ AGRESSÉ SUR SON LIEU DE TRAVAIL – Prise en charge des frais d’avocat (oui) – Garantie de l’AGS (oui).
COUR D’APPEL D’AMIENS (5^e Chambre prud’homale), 18 novembre 2021 (n° RG 20/05817) 44
 Note **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 47

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom : Prénom :

Profession ou fonctions (facultatif) :

.....

.....

Code postal : Ville :

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**
Étranger : **137 euros**
Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution,
l'envoi de la jurisprudence à :

de préférence par mail : droitouvrier@cgt.fr,

à défaut : Secteur DLAJ Droit Ouvrier 263 rue de Paris, 93516 MONTREUIL CEDEX

Tél.: 01 55 82 82 11